

Crise : s'opposer !



Il y a urgence pour contrecarrer les graves effets de cette crise !



Il y a urgence pour contrecarrer les graves effets de cette crise :

Une récession économique accélérée

Une pauvreté accrue

Des inégalités insupportables

Un chômage en forte hausse

Des retraites et une protection sociale menacées.

Un pouvoir d'achat en baisse

Des crédits rares et chers

Des investissements insuffisants

Des évolutions écologiques reportées.

Voilà trop longtemps que nous laissons les libéraux imposer leur pensée et leurs lois. Ils croyaient avoir anéanti les idées socialistes. Ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés!

Il y a quelques mois, Nicolas Sarkozy et François Fillon jubilaient en prétendant avoir gagné la bataille idéologique contre la gauche : ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

La Commission Barroso, Angela Merkel, Silvio Berlusconi voulaient un grand marché de la libre concurrence et refusaient l'Europe sociale: ils se sont trompés ! Ils nous ont trompés !

La crise les condamne. Ce ne sont pas les salariés, les peuples qui doivent payer les pots cassés !

2008 s'achève avec le discrédit de la mondialisation libérale, 2009 doit être le temps de la gauche. La droite dit que les socialistes n'ont pas de propositions, ils se trompent, ils nous trompent !

Aujourd'hui nous sommes incontournables et nous voulons proposer des solutions nouvelles ambitieuses ! Pour changer !

Je me suis attachée à comprendre cette crise, à analyser les réponses actuelles- manifestement insuffisantes-, et à présenter une alternative :

L'économie ne doit plus mettre l'homme à son service ; elle doit être un instrument au service des besoins humains !

Marie-Noëlle Lienemann

S'opposer!

Dans leurs réponses, la plupart des dirigeants de la planète ont minimisé les effets de la crise.

D'abord, la crise n'était que financière et il suffisait de remettre en mouvement les échanges entre banques, de relancer le crédit et de « moraliser » le capitalisme. Davantage de transparence et une meilleure régulation suffisaient. Ce fut le temps des plans de sauvetage des banques.

Enfin, elle est apparue économique avec la récession et la montée du chômage. De tièdes plans de relance ont alors été bricolés !

Ces réactions au « coup par coup » sont insuffisantes pour faire face à la gravité de la situation et sortir de cette crise.

Surtout, elles ne permettent pas la mise en place une économie stable et prospère.

Contre les mesures morcelées d'une droite frappée dans son corpus idéologique, une remise en cause s'impose !



Sauvetage des banques : beaucoup d'argent et peu de garanties !

En France, 320 milliards d'euros sont affectés pour accorder une garantie d'État aux banques françaises. Ces milliards ne sont pas immédiatement dépensés mais peuvent l'être dans la durée. 40 Milliards sont affectés pour recapitaliser les banques et relancer le crédit qu'elles octroient tant aux entreprises qu'aux particuliers.

Cette intervention publique s'effectue via une société dans laquelle l'État n'est pas majoritaire. Les banques décident encore! Ce n'est pas une nationalisation, l'État renonce à prendre le pouvoir et s'est contenté de fixer des obligations très floues aux banques!

Cet usage des fonds publics n'offre aucune garantie pour contraindre les banques à investir dans l'innovation, l'emploi et les activités économiques!



Réformer la finance internationale : un G20 de vœux pieux !

Le G20 devait repenser l'organisation de la finance internationale ; Il s'est contenté de lister des mesures susceptibles d'**améliorer la transparence du système sans en modifier une logique, déviante en elle même.**

Une autre réunion est prévue au printemps 2009 pour réformer les normes comptables et renforcer le FMI ainsi que les régulateurs nationaux afin de mieux contrôler les agences de notations, ou pour harmoniser la définition des fonds propres...

Bilan : Rien de nouveau sous le soleil ! Aucun contrôle de la spéculation, aucune action réelle contre les paradis fiscaux, pas de contestation des orientations dévastatrices du FMI et des autres institutions mondiales responsables de désastres dans les pays en voie de développement, en particulier sur le terrain social et les infrastructures publiques !

Relance économique ?

Il n'y a pas eu non plus de remise en cause des fonds spéculatifs qui détruisent l'économie réelle et le travail!



Les gouvernements ont tardé à accepter l'urgence d'une relance économique, en particulier le gouvernement allemand.

Les hésitations des dirigeants, surtout de droite littéralement « collés » à leurs dogmes libéraux, ont conduit à un plan de relance mi-décembre, alors que les clignotants sont au rouge depuis des mois : augmentation du chômage, chute de la croissance et du pouvoir d'achat, progression rapide de la pauvreté !

Vous avez dit relance économique ?

A l'exception de la Grande Bretagne qui a décidé la baisse de 2,5 points de TVA, et de l'Espagne qui a baissé les impôts, la grande majorité des plans mettent l'accent sur la relance de l'investissement.

Le plan européen repose sur un cadre minimum commun sans initiatives et sans politiques européennes nouvelles. Il se contente de fixer un objectif à chaque État : mobiliser **1,5% du PIB. Aux USA, c'est un plan de 4,5% du PIB qui est prévu.**



En France comme en Europe : c'est insuffisant!

- Des **annonces gonflées** : sur les 25,5 milliards annoncés, 11 milliards sont des remboursements de dettes d'État ;
- Des **mesures de faible portée**: La prime à la casse ne suffira pas à soutenir l'industrie automobile, le doublement du prêt à taux zéro de relancer l'accession sociale à la propriété.

Malgré la création – positive - d'un fonds souverain français destiné à protéger et développer nos entreprises. L'État continue de **laisser faire les licenciements** dans les entreprises bénéficiaires et les délocalisations pour augmenter les profits des actionnaires.

Aucune mesure visant la relance par la consommation des ménages n'a été prise au motif de ne pas encourager les importations de produits asiatiques. Il était pourtant possible de relancer la production industrielle en Europe et de soutenir la consommation.

Face à la crise écologique : des promesses

La crise sert de prétexte à abandonner notre position de leader sur le plan de l'environnement...

L'exemple du **paquet énergie - climat** est révélateur: Voté en pleine crise, il est en **recul par rapport aux ambitions initiales**.

Pourtant, accélérer la faible consommation énergétique et favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre encourage la croissance verte et une relance qualitative de notre économie.



Des moyens limités et des reports alarmants.

L'étalement dans le temps des mesures à prendre, le grand nombre de **dérogations**, la possibilité de financer hors UE des réductions de gaz, sont autant de retard pris dans l'indispensable mutation de nos économies et de nos modes de développement en faveur d'une nécessaire dé-carbonisation de nos industries.



De plus, autant pour la lutte contre l'effet de serre que pour la qualité des produits chimiques à l'appui de la directive REACH qui impose une analyse de la dangerosité de ces produits, **l'Union européenne a refusé sous la pression de l'OMC d'imposer aux produits importés les mêmes contraintes et de combattre le dumping environnemental**

Pendant ce temps là, à la Commission...

La Commission européenne ne développe, depuis sa nomination 2004, qu'une seule perspective: achever le basculement de l'UE dans l'ultra libéralisme.



Son président, **le très libéral José Manuel Barroso** est fidèlement accompagné par son collègue, le commissaire chargé du marché intérieur, Charlie MacCreevy .

Ce commissaire irlandais s'est fait remarquer par **son opposition résolue aux services publics** et par ses déclarations intempestives sur les **"effets positifs des fonds spéculatifs"**.

Avec une telle orientation, inutile de s'étonner que face à la crise, la Commission ne réagisse pas efficacement.

On garde les mêmes orientations et on continue !

Sa seule action : vérifier que les aides octroyées aux banques ne troublent pas la concurrence! Si la Commission a du accepter temporairement que les déficits publics sortent du pacte de stabilité, c'est pour subir la situation et non pour proposer un plan de relance européen ambitieux et efficace.

Les libéraux se sont résolus à des choix contraires à certains de leurs dogmes, comme en Grande Bretagne, ou aux USA, en nationalisant des banques. Partout, ils font appel aux États pour sauver le monde bancaire et aux déficits budgétaires pour relancer l'économie. Mais, ils ne renoncent pas !

Ils ne veulent ni restaurer un pouvoir économique réel à la puissance publique, ni restreindre le libre échange .



Et la crise sociale : silence, on casse !

Non seulement la droite et les libéraux ne veulent pas admettre que les inégalités sont à l'origine de la crise, mais ils les aggravent, ils stigmatisent les chômeurs, culpabilisent les travailleurs et licencient à tout va!

Responsables du fiasco, ils font payer les peuples!

Voilà des années qu'ils baissent les salaires, et diminuent la protection sociale et le droit du travail au motif d'être compétitifs et de rechercher la croissance.

On voit où cela mène! Les discours demeurent, les actes aussi, les délocalisations et les fermetures d'entreprises continuent!



La droite européenne... méprise les pauvres et liquide les classes moyennes !



La rengaine est connue : Les citoyens payent pour les faillites dont ils ne sont pas responsables et quand les bénéfices sont là : on privatise au profit des plus riches!

La droite et les libéraux prétendent que l'argent manque pour la santé, l'école et les services publics mais ils les démantèlent, impose toujours plus de flexibilité.

« 2009 doit être l'année du sursaut socialiste, l'année du volontarisme de gauche retrouvé, l'année du changement en Europe ! »

Comment contacter votre députée ?

Parlement Européen

Rue Wiertz, 1047 Bruxelles, Belgique

tel : +32 2 284 71 02

fax : +32 2 284 91 02

Allée du Printemps, 67100 Strasbourg, France

tel : +33 3 88 17 51 02

Fax : +33 3 88 17 91 02

Marie-Noëlle Lienemann, BP 62251 Hénin-Beaumont Cedex

marie.noelle.lienemann@gmail.com

mnlienemann@europarl.eu.int



**Groupe Socialiste au
Parlement Européen**

